

## 6) LA QUESTION DES MOTS D'ORDRE

Aujourd'hui, face aux mesures d'austérité et en absence de perspectives politiques et de parti révolutionnaire, la classe ouvrière se trouve globalement sur la défensive. Elle défend son niveau de vie, la sécurité de son emploi, ses conditions de travail. Ce n'est pas parce que dans la période actuelle de montée des luttes, la classe ouvrière se trouve sur la défensive, on doit abandonner à l'improvisation la formulation des mots d'ordre. D'une part parce que les mots d'ordre improvisés ne sont pas forcément juste, d'autre part, et surtout, parce qu'ils ne préparent pas à l'élévation du niveau de conscience et de compréhension, au renversement de perspective qui permettrait à la classe ouvrière de passer de la défensive à l'offensive. Les luttes actuelles s'articulent ainsi autour de trois thèmes qu'on pourra détailler en fonction de situations précises :

### a) Les salaires

Sur les salaires, les principales revendications portent sur :

- L'augmentation, égale pour tous, des salaires (par exemple de 100 ou 150 F), et tout de suite ; couplée à la revendication : pas de salaires au-dessous de 1 000 F.
- La mensualisation pour tous et maintenant (et non étalée sur 15 ou 20 ans, comme le propose le gouvernement).
- La réduction de l'éventail des salaires et la suppression des études de postes. A Renault, pour le seul collègue ouvrier, il y a plus de 80 taux de salaire différents, et comme la mécanisation du travail supprime le salaire aux pièces, l'étude de poste tient lieu de salaire aux pièces.
- Intégration des primes et du temps de transport dans le salaire de base.
- Enfin, pour garantir les augmentations de salaires, l'échelle mobile des salaires, de tous les salaires et non seulement du S.M.I.G. L'indexation des salaires sur les besoins réels des travailleurs et non sur les 250 articles, besoins exprimés par des comités de travailleurs et de ménagères.

### b) L'emploi

- En cas de fermeture ou de licenciements, versement de l'intégralité du salaire (et non de 80 %) et prise en charge de la reconversion et du reclassement (recyclage) par le patronat.
- Retour immédiat aux 40 heures sans diminution de salaires ni augmentation des cadences.
- Echelle mobile des heures de travail : c'est-à-dire répartition de la totalité du travail à accomplir entre tous les travailleurs disponibles : plus de chômage.

### c) Les conditions de travail

- Réduction des cadences sans marchandage avec les patrons.
- Réduction du travail de nuit et du temps de travail sans repos.
- Amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité.

Toutes ces revendications s'efforcent à la fois de répondre aux préoccupations précises des travailleurs et d'unifier leurs intérêts pour favoriser des mouvements d'ensemble. La C.G.T. insiste en outre sur l'abaissement de l'âge de la retraite, ce qui est juste en soi, mais qui lui permet de faire passer au second plan d'autres revendications et de se ménager l'audience des travailleurs déjà vieux face aux jeunes « gauchistes » moins directement préoccupés par le problème. Enfin, dans certaines entreprises, les luttes sont menées sur des objectifs globaux chiffrés et simples combinant temps de travail et salaire comme pour répondre à Fontanet, qui prétend que les travailleurs doivent choisir entre la réduction du temps de travail et l'augmentation des salaires ; par exemple : pas de salaire au-dessous de 1 000 F et 40 heures pour tous.

Ces revendications préparent le terrain à la critique de la gestion capitaliste et aux mots d'ordre de contrôle ouvrier. Pour faire payer par les patrons la reconversion des entreprises fermées et le reclassement de leur personnel, il faut en venir à l'ouverture des livres de comptes, au contrôle sur les bénéfices et les investissements. Dès maintenant, nous devons miser sur la prise de conscience que suscite l'exploitation capitaliste elle-même, nous devons compter sur l'existence d'une avant-garde ouvrière potentielle. Nous devons préparer cette avant-garde à aller plus loin, en semant dans son esprit les idées sur le contrôle ouvrier qui germeront.

Telles sont les tâches de l'heure : systématiser les mots d'ordre défensifs avancés par les travailleurs en lutte pour contribuer à l'unification de la classe, éduquer une avant-garde large dans la perspective du contrôle ouvrier. Mais, pour devancer l'événement et la lutte au lieu de les commenter, nous devons préparer, par la Commission économique et les Commissions de branche, les mots d'ordre précis permettant dès maintenant de faire campagne sur les entreprises les plus menacées.

## 7) L'INTERVENTION DANS LES LUTTES

Si le front des luttes de classe était stable, nous n'aurions aucun espoir de voir progresser notre influence. C'est au travers des luttes que nous pouvons gagner la confiance de militants ouvriers.

Notre intervention doit porter en premier lieu sur la façon dont elles sont organisées : populariser l'idée des organes de lutte à la base, faire en sorte que les travailleurs prennent en main leur propre sort. Par certains aspects, une grève est, à l'échelle de l'entreprise, ce que la crise révolutionnaire est à l'échelle de la société ; elle pose le problème du pouvoir dans l'entreprise. Pas de délégation de pouvoirs aux bureaucrates inamovibles : convocation de l'Assemblée générale du personnel, discussions démocratiques sur les objectifs de la lutte et la façon de la mener, élection d'un comité de grève révocable regroupant syndiqués et non-syndiqués.

Sur la façon de mener la lutte : essayer de dépasser l'aspect corporatiste par une généralisation partielle au niveau de la branche ou de la région ; refuser la planification des pourboires concédés par le patronat et lutter pour la satisfaction immédiate des revendications ; ne pas faire de la grève un moment isolé, poser à travers la lutte le problème de « comment continuer » ; par exemple, à propos des augmentations de salaires, détailler le problème de l'échelle mobile, débattre de la stratégie des luttes et de leur enchaînement.

Ces luttes sont pour nous l'occasion de réduire l'écart entre les batailles strictement revendicatives dont nous n'avons pas l'initiative et les perspectives politiques d'ensemble. Cette réduction s'opère par la politisation des luttes. Politiser ne veut pas forcément dire brandir un mot d'ordre de pouvoir ouvrier. Politiser, c'est précisément éduquer les travailleurs engagés dans la lutte, les autres à qui nous la faisons connaître... et nos propres militants, sur l'organisation et la continuation de la lutte.

Il ne faut pas trop « coller à la grève », céder à l'enthousiasme qu'elle suscite, mais comprendre la place précise qu'elle occupe dans la période. Dès qu'une lutte s'engage, les camarades doivent y intervenir résolument, mais avec lucidité ; ils doivent en informer le B.P. et le Comité de Rédaction afin que cette grève n'éduque pas seulement les participants, mais serve aussi à l'ensemble de nos militants et des travailleurs que nous pouvons toucher. Si une branche entière (Rhodia, Renault, aéronautique) se met en grève, une permanence centrale téléphonique doit être mise en place pour collecter et redistribuer l'information.